

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC  
Place du Portage, Phase III  
Core 0B2 / Noyau 0B2  
11 Laurier St./11, rue Laurier  
Gatineau  
Québec  
K1A 0S5  
Bid Fax: (819) 997-9776

**Invitation to Qualify/  
Invitation à se qualifier**

Comments - Commentaires

<b>Title - Sujet</b> "HRP-RHP" ISQ - PdC 2-La Solution de la prochaine génération en matière de RH et paye		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 24062-190560/C -	Amendement 3	<b>Date</b> 2019-12-28
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 24062-190560		<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> 24062-190560
<b>File No. - N° de dossier</b> 682xe.24062-190560	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2019-01-18</b>		<b>Time Zone</b> Fuseau horaire Heure Normale de l'est (HNE)
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Pelchat, Marco		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 682xe
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 665-7128 ( )		<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> Secrétariat Conseil du Trésor du Canada 90 Elgin Ottawa, ON K1A0R3		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address  
Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> Voir aux présentes	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> (type or print) <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## NOTE À L'INTENTION DES FOURNISSEURS INTÉRESSÉS

Cette modification No 003 à la demande de soumissions sert à :

- 1- Effectué un modification au document ISC Pièce Jointe 2
- 2- Présenter aux fournisseurs intéressés les questions et réponses reçues..

**RAPPEL IMPORTANT POUR L'INDUSTRIE : Afin de faciliter les recherches de l'industrie, le titre de tous les affichages à venir concernant la stabilisation de Phénix et la solution de prochaine génération comprendra les acronymes « HRP-RHP ». Veuillez prendre note que les fournisseurs peuvent s'inscrire aux flux RSS et ATOM ainsi qu'aux avis par courriel afin d'obtenir des notifications concernant le sujet « HRP-RHP ».**

### MODIFICATIONS

#### 1- Modification au document ISQ – Pièce Jointe 2:

Supprimer – Exigence cotée C7.4 en entier

Inserer – Exigence cotée C7.4 comme modifié ici-bas :

### C7.4. CAPACITÉ LINGUISTIQUE

Exigence			
Le soumissionnaire doit démontrer comment la solution proposée permet aux utilisateurs qui travaillent dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada (français et anglais) de saisir des renseignements dans les deux langues officielles et d'utiliser, au minimum, les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Signes diacritiques (accents sur les lettres).</li><li>• Caractères spéciaux en français et en anglais.</li><li>• Dates/heures, chiffres et formats financiers en français et en anglais.</li></ul> Pour démontrer comment la solution proposée remplit l'exigence, le soumissionnaire peut fournir au choix : <ul style="list-style-type: none"><li>• une vidéo ne dépassant pas 5 minutes qui démontre la solution proposée en action OU</li><li>• un lien et des données de connexion vers un environnement réel où le GC peut saisir des données.</li></ul> Le soumissionnaire peut aussi donner des explications à l'appui en ajoutant une voix hors champ à la vidéo ou en joignant un document ne dépassant pas 2 pages.	<b>Pondération</b>	1 %	
	<b>Méthode pour Évaluation</b>	Soumission	
Critères d'évaluation			
<b>Inacceptable (0 points)</b>	<b>Acceptable (5 points)</b>	<b>Bien (7 points)</b>	<b>Excellent (10 points)</b>

Les renseignements fournis ne démontrent pas, ou pas suffisamment, comment la solution proposée permet de fournir un soutien aux utilisateurs qui travaillent dans les deux langues officielles du Canada.	Les renseignements fournis démontrent comment la solution permet aux utilisateurs de travailler dans les deux langues officielles (anglais et français) en utilisant les caractères Unicode ou d'autres technologies.	<b>Acceptable et:</b> Les renseignements fournis démontrent comment la solution proposée permet aux utilisateurs de passer d'une langue à l'autre sans avoir à fermer une session/ouvrir une session.	<b>Bien et:</b> Les renseignements fournis expliquent comment la solution proposée permet aux utilisateurs de saisir des données dans les deux langues simultanément, grâce à un soutien à la localisation prévu dès la conception.
<b>Réponse à la demande de soumissions</b>			
<b>Auto-évaluation des soumissions</b>			
Inacceptable	Acceptable	Bien	Excellent
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## **QUESTIONS ET RÉPONSES**

### **TABLEAU DU JOURNAL DE SUIVI POUR LES QUESTIONS ET RÉPONSES FOURNIES A JOUR.**

<b>QUESTIONS ET RÉPONSES</b>	<b>EMPLACEMENT DES QUESTIONS ET RÉPONSES</b>
Questions et Réponses No 1 à 3	Modification No 001
Questions et Réponses No 4 à 6	Modification No 002

**Question No 7 :** Concernant la question C7.4 Capacité Linguistique, on nous demande une vidéo montrant que la solution soutient les utilisateurs qui travaillent dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada. Étant donné que cette capacité a été démontrée par une vidéo en français au point de contrôle 1, que les utilisateurs pourront tester les capacités linguistiques pendant les séances d'expérience de l'utilisateur et que nous pourrions démontrer cette fonctionnalité en contexte réel pendant les journées des experts en la matière, le gouvernement accepterait-il de mettre à jour cette exigence en ne demandant plus de vidéo, mais en faisant plutôt une évaluation dans le cadre des journées des experts en la matière ou de l'expérience de l'utilisateur? De plus, nous pensons que l'évaluation en direct refléterait mieux les capacités linguistiques qu'une vidéo.

**Réponse No 7 :** Les vidéos requises au point de contrôle 1 demandaient aux soumissionnaires de démontrer que la solution était disponible dans les deux langues officielles. Au point de contrôle 2, nous évaluons maintenant la capacité de la solution de fonctionner dans les deux langues officielles (p. ex. caractères spéciaux, formats, signes diacritiques, bascule d'une langue à l'autre, etc.), comme décrite dans l'échelle de cotation du point de contrôle 2.

Si un soumissionnaire pense que la vidéo présentée au point de contrôle 1 démontre la fonctionnalité requise et remplit l'exigence, il peut présenter à nouveau la même vidéo pour le point de contrôle 2.

---

Si un soumissionnaire préfère que le GC évalue l'exigence dans un environnement réel, toujours dans le cadre de l'évaluation des soumissions, il peut fournir le lien vers l'environnement et les données de connexion à utiliser pour déterminer si la solution proposée remplit l'exigence C7.4.

Donc, le critère C7.4 est modifié sous cette modification (voir ci-haut).

**Question No 8 :** Lors de notre rencontre en tête à tête, nous vous avons suggéré de vous concentrer sur les RH et la paie en privilégiant les fonctions très utilisées ayant des incidences sur la paie pour garder votre élan et rebâtir la confiance de vos utilisateurs. Dans une organisation de votre taille, le client choisit normalement la meilleure combinaison de fournisseurs pour combler ses besoins, puis nous travaillons ensemble pour intégrer et élaborer la meilleure solution possible. L'équipe a examiné si les fournisseurs auraient besoin de faire appel à leurs propres partenaires pour répondre aux exigences de portée du critère C2.1 Capacités opérationnelles, ou si le GC accepterait de changer la pondération pour se concentrer sur les secteurs critiques de la paie, du temps et des RH, et si le GC créerait une exigence pour situer clairement la fonction du fournisseur principal sur le plan, et où sont utilisés les partenaires.

Nous demandons une clarification parce que nous avons des partenaires prêts et disponibles, et que nous devons rapidement conclure des ententes pour fournir une solution complète. Si le gouvernement choisissait sa meilleure combinaison, nous irions de l'avant en soulignant seulement les capacités de notre solution. Nous aimerions des directives supplémentaires de votre part.

**Réponse No 8:** Sur le plan des capacités opérationnelles, le GC privilégie en effet les fonctions très utilisées ayant des incidences sur la paie, tout en voyant clairement le lien essentiel entre les RH et la paie. Les capacités opérationnelles désignées comme primaires sont les RH et la paie de base et normalement celles incluses dans une initiative de renouvellement de la paie. Le GC ne changera donc pas la pondération, car il estime se concentrer déjà sur les secteurs critiques de la paie, du temps et des RH.

En ce qui concerne la solution, le GC cherche une solution de base de gestion des ressources humaines (GRH) qui peut servir comme système d'enregistrement (SE) pour sa stratégie postmoderne de planification des ressources d'entreprise (PRE). Le but est en effet d'obtenir, en s'appuyant sur le SE de la GRH de base, une proposition de solution définitive composée des meilleures solutions adaptées aux objectifs pour chaque capacité opérationnelle, qui sont différenciées et lâchement couplées, tout en s'assurant qu'elles peuvent s'intégrer adéquatement et opérer ensemble. La réalisation de la suite des capacités opérationnelles exigerait en effet la collaboration de la meilleure combinaison de fournisseurs pour intégrer et élaborer la meilleure solution possible pour les fonctionnaires et les Canadiens.

Du point de vue de la gestion des fournisseurs, le GC cherche à conclure un partenariat avec un éditeur de logiciel principal. Cela dit, le GC a aussi affirmé publiquement et reconnaît que, étant donné l'architecture de la solution de PRE postmoderne, les fournisseurs profiteraient probablement de partenariats avec un ensemble de semblables pour proposer la meilleure solution possible.

Dans le processus d'approvisionnement souple, le terme « solution proposée » fait référence exactement à la solution globale, composée d'une suite intégrée des meilleures solutions du genre des fournisseurs, que le soumissionnaire propose au GC pour l'aider à résoudre la situation actuelle des RH et de la paie et lui tracer la voie pour un succès à long terme. Nous encourageons donc les soumissionnaires à faire appel à leurs propres partenaires pour répondre aux exigences de portée du critère C2.1.

L'information sur la situation de la fonction du fournisseur principal sur le plan des capacités opérationnelles et sur la situation des partenaires devrait être donnée dans la réponse au C2.1 ou au C4.1.

Solicitation No. - N° de l'offre  
24062-190560/C  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
24062-190560/C

N° de la modif - Amd. No.  
003  
File No. - N° du dossier  
682xe. 24062-190560/C

Id de l'acheteur - Buyer ID  
682xe  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

**Question No 9: C.5.6 Attestations** - Au critère 5.6 Attestations, le Canada demande aux soumissionnaires d'obtenir l'attestation ISO27018 pour la solution proposée. Nous invitons le Canada à envisager aussi l'attestation BS 10012, qui est une norme vérifiable du British Standards Institute (BSI). Cette norme concerne la gestion des renseignements personnels et s'aligne sur les exigences du Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne. Elle devrait à ce titre être considérée comme une norme mondiale de premier plan. Le Canada pourrait-il ajouter BS 10012 comme norme applicable pour gérer les renseignements personnels au lieu d'ISO 27018?

**Réponse No 9:** Selon l'[Orientation sur l'utilisation sécurisée des services commerciaux d'informatique en nuage](#), le GC cherche des certifications industrielles de tierce partie et des rapports de vérification comme ISO/CEI 27018, qui est un code international de bonne pratique en matière de gestion des renseignements personnels dans les nuages publics. Bien que la norme BS 10012 soit reconnue par l'organisme national de normalisation de Grande-Bretagne, cet organisme n'est pas une organisation internationale reconnue comme l'ISO au Canada.

**Question No 10: C.8.2 Approche de planification pour les projets pilotes** – Le Canada exige au critère C8.2 un document de présentation de 10 pages. Ce document doit-il être remis d'ici la date limite (11 janvier 2019) avec la réponse écrite ou doit-il être remis le jour de l'évaluation critique par les experts en la matière lorsqu'il est présenté et discuté?

**Réponse No 10:** Veuillez consulter la [modification 001](#) pour des clarifications sur C8.2.

**TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉS**